

Les stratégies mises en œuvre pour imposer « Les » réformes néo-libérales

Nous avons vu que, depuis 30 ans, les gouvernants butent sur une contradiction. Ils tentent de mettre en œuvre les **orientations néolibérales** du capitalisme (« *défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* »), alors que la grande majorité des français tiennent au Contrat social acquis à la Libération¹ (dont les *retraites par répartition* et la *protection sociale* font partie). Contrairement au Chili de 1973, les français sont de citoyens **électeurs**².

Il y a contradiction entre les orientations néolibérales (pensées pour favoriser les intérêts d'une minorité de très riches) et la démocratie.

Les stratégies mises en œuvre pour tenter de contourner la démocratie et d'imposer « Les » réformes néo-libérales (dont celle des Retraites) passent par

d'abord la communication.

- **Ne pas dire le but à atteindre** puisque les citoyens ne le veulent pas (on perdrait les élections) *Dissimulation*

- Présenter « la » réforme comme *indispensable*

« *Les gens vivent de plus en plus vieux, les retraités sont de plus en plus nombreux... On ne peut pas faire autrement C'est mathématique.*»

- Sans alternative possible . « *Il n'y a pas d'alternative* » (*Thatcher*)

On ne peut pas penser une autre répartition des richesses produites,

- alors que la richesse nationale augmente chaque année, et double + ou - tous les 20-25 ans.

- alors que la création de la Sécurité Sociale (dont les Retraites font partie) a été décidé à la sortie de la guerre dans une France exsangue.

- **Dire ce que les gens souhaitent entendre,**

- La réforme c'est pour « *sauver* » les retraites, la Sécurité Sociale
- La réforme c'est pour la *Justice*, c'est pour *l'équité*
- « *après [la réforme], ce sera mieux qu'avant* » Delevoye sur France-Inter
- La réforme c'est pour *sécuriser les jeunes générations* qui croient qu'elles n'auront pas de retraite.

C'est au nom de valeurs de 1945 : La **Justice sociale**, par la **Solidarité nationale**, pour **sécuriser** notre vie de la naissance à la mort qu'on détruit « *methodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* »

- **Utilise un vocabulaire qui dissimule** la réalité, en changeant les représentations.

1 Voir : les piliers du Contrat social d'après guerre (note de bas de page N° 3) dans **L'origine de nos retraites par répartition**

2 Au **Chili**, le néo-libéralisme est expérimenté, après un coup d'État, et mis en œuvre sous la dictature de Pinochet. La volonté populaire avait été écrasée. (Voir **La Stratégie du choc** Naomi Klein 2007)

Illustration :

- **Les retraites, revenu** des travailleurs et les travailleuses âgés³, financées par des **cotisations sociales**⁴ payées par l'entreprise, sont présentées comme des « **charges patronales** » qui pèsent sur la compétitivité des entreprises.
Le coût du **travail** (charge salariale pour l'entreprise) est présenté comme une charge **patronale**.

En réalité, pour l'entreprise, les véritables **charges patronales**. Les **charges** que les « patrons », font peser sur l'entreprise, ce sont **les dividendes distribués** aux actionnaires, propriétaires du **capital**, qui **ne sont pas réinvestis dans l'entreprise**. Véritables *charges que les actionnaires décident de faire peser sur la compétitivité des entreprises quand ils décident du revenu* qu'ils s'attribuent.

Autre illustration de communication manipulatrice :

Il faut diminuer les **charges patronales** parce que « *le taux d'imposition est trop élevé en France* », parce que les « *français paient trop d'impôts et que ça pèse sur leur pouvoir d'achat.* ». Or, les retraites **ne sont pas financées par l'impôt** mais par les **cotisations sociales** des travailleuses et des travailleurs

Ce *discours* crée la confusion entre les **cotisations sociales** (revenu des travailleurs et des travailleuses) et **l'impôt** (part de la valeur-ajoutée que l'État s'approprie et redistribue)

L'entourloupe de communication suprême :

« *Il faut diminuer les charges sociales (leur revenu socialisé) que paient les salariés, pour redonner du pouvoir d'achat aux français* » ce qui concrètement signifie :
« *Il faut diminuer le revenu des travailleurs pour augmenter leur pouvoir d'achat.* »
Cela consiste à prendre dans leur poche gauche ce qu'on leur donne pour la poche droite.

- **L'exonération des charges des entreprises**, est un moyen privilégié pour diminuer la part de la valeur-ajoutée qui revient aux travailleuses et aux travailleurs. C'est à dire leurs **revenus**. Elle contribue à **diminuer le budget de la protection sociale** et permet de justifier le discours : « *La France n'a plus les moyens de financer la protection sociale* »⁵

- **Contourner la démocratie**

Pour atteindre le but recherché, les gouvernements sont amenés à détourner la démocratie par différents moyens.

✓ **Diviser**

3 voir : **salaires, cotisations, charges et solidarité**

4 Les **cotisations sociales** sont prises sur la **valeur-Ajoutée par le travail** du salarié, elles ne sont pas prises sur les **revenus des patrons**. Voir **le tableau**

5 Voir : **La réforme Macron dans la continuité des réformes néo-libérales**.

- faire passer la réforme, par des *attaques différenciées* :
 - **diminuer le revenu** des retraités (Balladur)
 - **diminuer le nombre des ayant-droit** à la retraite (Sarkosy)
- *et par tranches de populations ciblées.*
 - Le passage de 37ans1/2 à 40 ans de cotisation
 - *Fillon* en 2003, fait, pour les fonctionnaires,
 - ce que *Balladur* a fait dix ans plus tôt pour le régime général (1993)
- ✓ **Étaler les effets dans le temps**
 - Balladur (1993): le passage de 37ans 1/2 à 40 ans s'étale sur 14 ans (1 trim de + par an)
 - Rapport Delevoye : ça prendra complètement effet en 2040 « *ça ne change rien pour vous* »
- ✓ **Réprimer** les résistances populaires
 - Le droit de manifester **intimidation** et **violence de la répression policière** : yeux crevés, mains arrachées, hospitalisation... (même en 1968 on n'a pas eu un tel bilan)
- ✓ Faire passer les décisions
 - Pendant **l'été** quand la mobilisation des opposants est plus difficile (Pompidou en 1967, Macron en 2020)
- ✓ Par **ordonnance** : S'appuyant sur une majorité docile (« godillot » Pompidou en 1967) Cela coupe court aux débats parlementaires qui mettent à jour les contradictions et aux amendements qui pourraient limiter la portée de la réforme.